6. *Prie instamment* le Gouvernement portugais de continuer à faire en sorte que le processus de décolonisation qui permettra aux populations se trouvant encore sous sa domination coloniale de parvenir à l'autodétermination et à l'indépendance soit mené à bien sans retard;

7. *Condamne vigoureusement* tous les gouvernements qui ne reconnaissent pas le droit à l'autodétermination et à l'indépendance des peuples encore sous domination coloniale et étrangère et sous emprise étrangère, notamment les peuples d'Afrique et le peuple palestinien;

8. *Condamne en outre énergiquement* la politique de ceux des membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord et des autres pays dont les relations militaires, économiques, sportives ou politiques avec les régimes racistes d'Afrique australe et d'ailleurs encouragent ces régimes à continuer d'étouffer les aspirations des peuples à l'autodétermination et à l'indépendance;

9. *Demande* à ces pays de revoir leur politique et de rompre tous liens avec les régimes racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie du Sud;

10. *Exprime à nouveau sa satisfaction* aux gouvernements, organismes des Nations Unies et organisations intergouvernementales et non gouvernementales de leurs efforts pour fournir diverses formes d'assistance aux peuples de territoires dépendants, et leur adresse un appel pour leur demander d'accroître encore cette assistance;

11. *Prie* le Secrétaire général de continuer à prêter son concours aux institutions spécialisées et aux autres organismes des Nations Unies pour l'élaboration de mesures visant à fournir une assistance internationale accrue aux peuples des territoires coloniaux;

12. *Prie* le Secrétaire général de présenter à l'Assemblée générale, lors de sa trentième session, un rapport sur l'application de la présente résolution.

2303^e séance plénière
29 novembre 1974

3266 (XXIX). Rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale

L'Assemblée générale,

Rappelant ses résolutions 3057 (XXVIII) du 2 novembre 1973 et 3223 (XXIX) du 6 novembre 1974, relatives à la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, et sa résolution 3225 (XXIX) du 6 novembre 1974, relative à l'état de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale²⁶,

Ayant examiné le rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale sur sa cinquième année d'activité²⁷, présenté conformément au paragraphe 2 de l'article 9 de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale,

Notant avec satisfaction l'intérêt avec lequel le Comité s'est acquitté des fonctions qui lui incombent aux termes de la Convention et la manière dont ses membres se sont directement engagés à contribuer comme il convient à la réalisation des objectifs de la Décennie

²⁶ Résolution 2106 A (XX), annexe.

²⁷ Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-neuvième session, Supplément n° 18 (A/9618).

de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale,

Ayant présent à l'esprit l'engagement qu'ont pris les Etats parties à la Convention de ne se livrer à aucun acte ou pratique de discrimination raciale contre des personnes, groupes de personnes ou minorités nationales ou ethniques, et de faire en sorte que toutes les autorités publiques et institutions publiques nationales et locales se conforment à cette obligation,

Notant les décisions adoptées par le Comité à ses neuvième et dixième sessions²⁸,

1. *Prend acte avec satisfaction* du rapport du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale;

2. *Prend acte également* de la partie du rapport du Comité concernant les pétitions et autres renseignements relatifs aux territoires sous tutelle, aux territoires non autonomes et à tous autres territoires auxquels s'applique la résolution 1514 (XV) de l'Assemblée générale, en date du 14 décembre 1960²⁹;

3. *Exprime sa satisfaction* au Comité pour la tâche qu'il accomplit conformément aux dispositions de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale;

4. *Exprime sa satisfaction* devant la participation croissante des Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale qui soumettent leurs rapports au Comité et qui envoient des représentants audit Comité lorsque ce dernier examine leurs rapports;

5. *Demande* à tous les Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale d'accorder toute leur coopération au Comité, en particulier en lui fournissant tous les renseignements nécessaires conformément à l'article 9 de la Convention et aux demandes du Comité;

6. *Approuve* la décision du Comité de contribuer, dans le cadre de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale et du Programme pour la Décennie, à l'élimination totale et inconditionnelle du racisme et de la discrimination raciale conformément aux pouvoirs qui lui sont confiés aux termes de la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, notamment en faisant porter ses efforts, conformément aux articles 3, 9 et 15 de la Convention, sur l'élaboration de recommandations concernant les manifestations les plus flagrantes et les plus massives de discrimination raciale, en particulier dans les régions qui se trouvent encore sous la domination de régimes racistes et coloniaux et sous occupation étrangère;

7. *Accueille avec satisfaction* la pratique instituée par le Comité, lors de l'adoption de la recommandation générale III³⁰, consistant à recevoir avec intérêt, de la part des Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, des renseignements sur l'application par lesdits Etats des résolutions pertinentes des organes compétents de l'Organisation des Nations Unies concernant les relations avec les régimes racistes d'Afrique australe;

8. *Partage* la préoccupation du Comité, exprimée dans sa décision I (X) du 22 août 1974³¹, en ce qui

²⁸ *Ibid.*, chap. VII.

²⁹ *Ibid.*, chap. V.

³⁰ *Ibid.*, vingt-septième session, Supplément n° 18 (A/8718), chap. IX, sect. B, décision 1 (VI).

³¹ *Ibid.*, vingt-neuvième session, Supplément n° 18 (A/9618), chap. VII, sect. B.

concerne la situation sur les hauteurs de Golan, où la République arabe syrienne, partie à la Convention, a été empêchée de s'acquitter des obligations qui lui incombent aux termes de la Convention sur une partie de son territoire, et rappelle à ce propos que, dans la section III de sa résolution 2784 (XXVI) du 6 décembre 1971, elle a fait siennes la décision 4 (IV) du Comité, en date du 30 août 1971³²;

9. *Demande* aux Etats parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale d'observer scrupuleusement les dispositions de la Convention et celles des autres instruments et accords internationaux auxquels ils sont parties visant à éliminer toutes les formes de discrimination fondées sur la race, la couleur, l'ascendance ou l'origine nationale ou ethnique;

10. *Adresse un appel urgent* aux Etats qui ne sont pas encore parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale pour qu'ils la ratifient ou qu'ils y adhèrent et, en attendant leur ratification ou leur adhésion, pour qu'ils s'inspirent des dispositions fondamentales de la Convention dans leur politique intérieure et extérieure.

2311^e séance plénière
10 décembre 1974

3267 (XXIX). Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse

L'Assemblée générale,

Rappelant sa résolution 3069 (XXVIII) du 30 novembre 1973,

Notant que la Commission des droits de l'homme est actuellement chargée d'élaborer un projet de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance, et qu'elle a créé un groupe de travail à cette fin³³,

Notant également l'intention de la Commission des droits de l'homme de donner la priorité à l'élaboration de cette déclaration lors de sa trente et unième session, qui doit se tenir du 3 février au 7 mars 1975³⁴,

Souhaitant que l'élaboration de la déclaration soit activement poursuivie,

1. *Prie* le Secrétaire général de transmettre à la Commission des droits de l'homme toutes les opinions exprimées et les suggestions avancées au cours de la discussion de cette question à la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale;

2. *Prie* la Commission des droits de l'homme de soumettre à l'Assemblée générale lors de sa trentième session, par l'intermédiaire du Conseil économique et social, un projet unique de déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance;

3. *Décide* d'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trentième session la question intitulée "Elimination de toutes les formes d'intolérance religieuse" en vue

³² *Ibid.*, vingt-sixième session, Supplément n° 18 (A/8418), chap. VII, sect. B.

³³ Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, cinquante-sixième session, Supplément n° 5 (E/5464)*, par. 56 à 58.

³⁴ Voir la décision 14 (LVI) du Conseil économique et social, en date du 17 mai 1974.

d'évaluer l'état d'avancement de l'élaboration d'une déclaration sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la croyance et d'examiner, d'achever et d'adopter, si possible, ladite déclaration sous réserve que la Commission des droits de l'homme ait mis au point un projet unique.

2311^e séance plénière
10 décembre 1974

3268 (XXIX). Droits de l'homme et progrès de la science et de la technique

L'Assemblée générale,

Rappelant que, par sa résolution 2450 (XXIII) du 19 décembre 1968, elle a fait siennes les préoccupations exprimées dans la Proclamation de Téhéran³⁵ et dans la résolution XI, relative aux droits de l'homme et aux progrès de la science et de la technique³⁶, adoptée par la Conférence internationale des droits de l'homme le 12 mai 1968, et rappelant en particulier l'idée exprimée dans la résolution susmentionnée, selon laquelle des études doivent être menées en ce domaine afin qu'à partir de ces études on puisse dégager des normes appropriées pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales,

Constatant qu'en vertu de ses résolutions 2450 (XXIII) du 19 décembre 1968, 2721 (XXV) du 15 décembre 1970, 3026 (XXVII) du 18 décembre 1972 et 3149 (XXVIII) et 3150 (XXVIII) du 14 décembre 1973, l'Organisation des Nations Unies et les institutions spécialisées ont déjà engagé des recherches et des études concernant l'examen dans les organes des Nations Unies du problème dans son ensemble de l'effet du progrès scientifique et technique sur les droits de l'homme,

Notant avec satisfaction qu'il existe une prise de conscience de plus en plus nette des immenses perspectives ouvertes par les progrès de la science et de la technique pour la mise en œuvre des droits de l'homme et le développement économique, social et culturel, mais aussi des menaces que constituent pour les droits fondamentaux l'emploi abusif de certaines découvertes scientifiques et leurs applications,

Réaffirmant les principes énoncés dans les résolutions 2721 (XXV) et 3150 (XXVIII), selon lesquels il convient d'assurer un équilibre entre le progrès scientifique et technique, le perfectionnement intellectuel, spirituel et moral de l'humanité et l'amélioration des conditions d'existence des individus, des groupes et des peuples,

Soulignant que l'instauration d'un nouvel ordre économique international implique, entre autres, une contribution essentielle de la science et de la technique au progrès économique et social ainsi que la promotion et la sauvegarde des droits de l'homme,

Reconnaissant que, comme l'affirme la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement³⁷, des efforts conjugués doivent être menés par les pays en voie de développement avec une assistance appropriée

³⁵ *Acte final de la Conférence internationale des droits de l'homme* (publication des Nations Unies, numéro de vente: F.68.XIV.2), p. 3.

³⁶ *Ibid.*, p. 13.

³⁷ Résolution 2626 (XXV).